

**Décision n° 2017-0449**  
**du président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes**  
**en date du 4 avril 2017**  
**modifiant les autorisations d'utilisation de fréquences assignées**  
**délivrées à diverses entités**  
**pour leur réseau radioélectrique indépendant du service mobile**

Le président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu le code des postes et des communications électroniques (ci-après CPCE), et notamment ses articles L. 41 à L. 43, R. 20-44-5 à R. 20-44-11 et D. 406-5 à D. 406-17 ;

Vu le décret du 13 octobre 1994 relatif aux radiocommunications intéressant la circulation des aéronefs ;

Vu le décret n° 2002-775 du 3 mai 2002 pris en application du 12° de l'article L. 32 du code des postes et télécommunications et relatif aux valeurs limites d'exposition du public aux champs électromagnétiques émis par les équipements utilisés dans les réseaux de télécommunication ou par les installations radioélectriques ;

Vu le décret n° 2007-1531 du 24 octobre 2007 instituant une redevance destinée à couvrir les coûts exposés par l'État pour la gestion de fréquences radioélectriques ;

Vu le décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 modifié relatif aux redevances d'utilisation des fréquences radioélectriques dues par les titulaires d'autorisations d'utilisation de fréquences délivrées par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu l'arrêté du 24 octobre 2007 modifié portant application du décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 relatif aux redevances d'utilisation des fréquences radioélectriques dues par les titulaires d'autorisations d'utilisation de fréquences délivrées par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu l'arrêté du 18 mars 2013 modifié relatif au tableau national de répartition des bandes de fréquences ;

Vu la décision n° 2016-0519 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes du 12 avril 2016 modifiant la décision n° 2015-0160 portant délégation de pouvoirs ;

Vu la décision du président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes du 1<sup>er</sup> mars 2017 portant délégation de signature ;

Vu les demandes présentées par les entités mentionnées dans l'annexe à la présente décision, incluant l'accord de la direction générale de l'aviation civile pour l'utilisation des fréquences concernées ;

**Décide :**

- Article 1.** Les entités citées dans l'annexe à la présente décision sont autorisées à modifier leur réseau radioélectrique indépendant du service mobile, dans les conditions précisées dans la présente décision et son annexe.
- Article 2.** La présente décision ne modifie pas la date de fin de l'autorisation d'utilisation de fréquences fixée par la décision initiale.
- Article 3.** Au moins quatre mois avant la date de son expiration, seront notifiés aux titulaires les conditions de leur renouvellement ou les motifs d'un éventuel refus de renouvellement.
- Article 4.** La présente décision ne dispense pas de la délivrance d'autres autorisations requises pour la mise en place et l'exploitation des liaisons, notamment de l'accord mentionné à l'article R. 20-44-11 (5°) du CPCE, ainsi que de l'accord de la coordination internationale des fréquences aux frontières mentionné à l'article R. 20-44-11 (8°) du CPCE.
- Article 5.** Les titulaires de la présente autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques sont assujettis au paiement des redevances de mise à disposition de fréquences radioélectriques et de gestion, selon les modalités fixées par le décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 modifié susvisé.
- Article 6.** Le directeur Mobile et Innovation de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée aux titulaires.

Fait à Paris, le 4 avril 2017,

Pour le Président et par délégation

Rémi STEFANINI  
Directeur Mobile et Innovation

**Annexe à la décision n° 2017-0449**  
**du président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes**  
**en date du 4 avril 2017**

Autorisation d'utilisation de fréquences assignées pour les réseaux radioélectriques indépendants

Modification

Autorisation ne modifiant pas la date de fin de l'AUF initiale

| Dossier   | Titulaire                         | Utilisation    | Frq    |
|-----------|-----------------------------------|----------------|--------|
| 198600404 | COMMUNE DE MONTBELIARD            | 25 MONTBELIARD | 2 VHF  |
| 199108588 | SEM TRANSPORTS URBAINS BASSIN     | 54 LONGWY      | 4 UHF  |
| 199202456 | SOC EXPLOIT PALAIS OMNISPORT      | 75 PARIS       | 7 UHF  |
| 199901183 | CTRE ECOLE PARACHUTISME DE CAHORS | 46 CIEURAC     | 1 VHF  |
| 200100075 | AUCHAN FRANCE                     | 60 MERU        | 3 UHF  |
| 200501879 | ENTR CONSTRUC BATIMENT LITTORAL   | 17 ROCHEFORT   | 6 UHF* |
| 200700157 | SOCIETE CASAVIA                   | 20 CALVI       | 1 VHF  |
| 200801404 | COMMISSARIAT ENERGIE ATOMIQUE     | 38 GRENOBLE    | 2 UHF  |
| 201302378 | PRO A PRO DISTRIBUTION SUD        | 82 MONTAUBAN   | 1 UHF  |
| 201302380 | AERONAUTICAL RADIO INC            | 31 BLAGNAC     | 1 VHF  |
| 201500956 | SITA                              | 56 PLOEMEUR    | 2 VHF  |
| 201501060 | SOGEA ATLANTIQUE BTP              | 44 NANTES      | 1 UHF  |
| 201600164 | GROUPE STAMENS                    | 59 TEMPLEMARS  | 2 UHF  |
| 201601405 | AIRBUS OPERATIONS                 | 31 TOULOUSE    | 4 UHF  |

\* : les fréquences marquées d'un astérisque sont attribuées en partage et sans garantie de protection, pour une utilisation de façon localisée autour d'un site dont l'emplacement peut varier dans le temps